

**France-Arpaion: Software package and information systems**

OJ S 142/2023 26/07/2023

Contract notice

Services

Directive 2009/81/EC

**Section I: Contracting authority/entity**

---

**I.1. Name and addresses**

Official name: Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives  
Postal address: CEA/DAM Ile-de-France DCG/SAPI/BGI Bâtiment U Bruyères-le-Châtel  
Town: ARPAJON CEDEX  
Postal code: 91297  
Country: France  
Contact person: Kenza BOUFRAH  
For the attention of: Kenza BOUFRAH  
E-mail: [sapi.bgi@cea.fr](mailto:sapi.bgi@cea.fr)  
Telephone: +33 169267771  
Fax: +33 169267009

**Internet address(es):**General address of the contracting authority/entity: <http://www.cea.fr>Address of the buyer profile: <https://www.marches-publics.gouv.fr>**Additional information can be obtained from:**

the abovementioned address

**Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:**

the abovementioned address

**Tenders or requests to participate must be submitted:** the abovementioned address**I.2. Type of the contracting authority**

Body governed by public law

**I.3. Main activity**

Other: Recherche

**I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities/entities**

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

**Section II: Object of the contract**

---

**II.1. Description****II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority**

Tierce Maintenance Applicative (TMA) des systèmes liés au contrôle d'accès du CEA/DAM (CADAM)

**II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery**

Services

Main site or place of performance: Les Prestations du marché objet du présent avis seront réalisées sur le centre CEA/DAM Ile-de-France.

### **II.1.3. Information about framework agreement**

### **II.1.4. Information about framework agreement**

### **II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)**

Le marché a pour but d'assurer la disponibilité et la sécurité des systèmes composants le contrôle d'accès de la DAM.

Dans ce cadre, le périmètre du marché couvre les activités suivantes pour l'ensemble des systèmes composants le Contrôle d'Accès des centres de la DAM (CADAM) :

- La maintenance corrective, évolutive et préventive ;
- Les ajouts, modifications ou réparations d'accès sur un Centre;
- Le support technique ;
- La formation.

Les Prestations à réaliser concernent les centres suivants :

- DIF (Essonne) : site d'intervention
- INBS-PN (Bouches-du-Rhône)
- CESTA (Gironde)
- GRAMAT (Lot)
- VALDUC (Côte-d'or)
- LE RIPAULT (Indre et Loire)

Les ordres de grandeurs du marché sont les suivants :

- environ 10 000 porteurs de badge CADAM sur l'ensemble de la DAM,
- environ 300 utilisateurs des applications liées au Contrôle d'accès.

### **II.1.6. CPV code(s)**

48000000 Software package and information systems

### **II.1.7. Information about subcontracting**

The tenderer has to indicate in the tender any share of the contract it may intend to subcontract to third parties and any proposed subcontractor, as well as the subject-matter of the subcontracts for which they are proposed

The tenderer has to indicate any change occurring at the level of subcontractors during the execution of the contract

### **II.1.8. Lots**

This contract is divided into lots: no

### **II.1.9. Information about variants**

Variants will be accepted: no

## **II.2. Scope of the procurement**

### **II.2.1. Total quantity or scope**

Les Prestations fermes à réaliser dans le cadre du marché sont les suivantes :

- Le management de la prestation (organisation, pilotage, planification, méthodes, documentations...).
- Le maintien en conditions opérationnelles et de sécurité correctif. Dans ce cadre, le Titulaire sera amené à traiter et résoudre les incidents techniques et/ou fonctionnels émis par le CEA DAM pour les domaines techniques cités infra.
- Le maintien en conditions opérationnelles et de sécurité préventif. Dans ce cadre, le Titulaire devra régulièrement vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble des briques techniques. Il

doit donc être en mesure d'anticiper les évolutions imposées (planning, traitement) par les éditeurs et constructeurs des produits utilisés (imprimantes, cartes à puces, lecteurs de badges, UTL...) ou celles imposées par le CEA (changement d'OS, application des patches de sécurités...).

- Le maintien en conditions opérationnelles et de sécurité évolutif. A ce titre, le Titulaire sera amené à planifier et traiter les demandes d'évolution provenant du CEA DAM et à anticiper les impacts potentiels sur le système.
- Un support technique réactif et efficace pour l'ensemble des questions techniques et/ou fonctionnelles.
- La planification de formations adaptées aux profils utilisateurs définis (support, organisation...).

Les Prestations optionnelles sont décrites infra (II.2.2).

Les domaines techniques concernés sont les suivants :

- La suite AEOS et base de données (1 par site)
- BlueX et base de données (1 par site)
- DataWriter et base de données (1 par site)
- Traka et base de données
- Prysm et base de données (1 par site)
- Un connecteur, (programme développé sous Dot NET et spécifiquement pour la DAM) pour échanger des données entre une application tierce et le contrôle d'accès
- Les UTL (firmware, BPR) (environ 1000 UTL réparties sur l'ensemble des sites)
- Les lecteurs de badges (firmware) (1 ou 2 par UTL)

## **II.2.2. Information about options**

Options: yes

Description of options: Les prestations optionnelles du marché s'inscrivent dans le cadre des activités liées :

- Au maintien en conditions opérationnelles et de sécurité correctif ;
- Au maintien en conditions opérationnelles et de sécurité évolutif.

Ces prestations sont les suivantes :

- La mise en place d'UTL dans le cadre de nouveaux accès
- Le remplacement d'UTL
- Le paramétrage ou la correction de paramétrage associé

## **II.2.3. Information about renewals**

This contract is subject to renewal: no

## **II.3. Duration of the contract or time limit for completion**

Duration in months: 60 (from the award of the contract)

# **Section III: Legal, economic, financial and technical information**

---

## **III.1. Conditions related to the contract**

### **III.1.1. Deposits and guarantees required**

### **III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them**

### **III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded**

En cas de groupement, ce dernier doit revêtir la forme d'un groupement momentané d'

entreprises (GME) solidaire ou à défaut d'un GME conjoint. En tout état de cause, le mandataire doit être solidaire de tous les membres du groupement.

### **III.1.4. Other particular conditions to which the performance of the contract is subject, in particular with regard to security of supply and security of information**

#### **CONDITIONS PARTICULIERES DE L'EXECUTION DU MARCHE :**

Ce marché est un marché « Très Secret » au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Ce marché donne accès à des informations et/ou supports classifiés (ISC) intéressant la défense nationale. Il ne nécessite pas la détention d'ISC « Très Secret » par le titulaire.

En conséquence, le dossier de candidature doit contenir sous enveloppe séparée :

- soit une attestation d'habilitation DGA en cours de validité accompagnée d'une attestation de non changement (fait et droit) éditée par la personne morale candidate, depuis sa dernière habilitation,
- soit un dossier complet de demande d'habilitation (pour tout renseignement contacter l'Officier de Sécurité centre CEA/DAM DIF- Tél : – 01.69.26.46.00 - Bruyères-le-Châtel 91 100— en lui précisant la référence du dossier suivante N°B23-01082).

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou des sous-traitants pressentis par les candidats audit marché.

Ces documents devront parvenir au plus tard à la date limite de remise des candidatures mentionnée dans le présent avis.

A défaut d'avoir fourni ses attestations ou la copie de sa demande dans le délai imparti, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande d'habilitation aux informations classifiées pour le présent marché et donc à sa candidature.

Par ailleurs, le marché nécessite la divulgation d'informations et/ou de supports classifiés ou non, comportant la mention "Spécial France". En conséquence, aucune candidature émise par une entreprise de droit étranger ne pourra être retenue. Ce marché porte la mention "Spécial France" et ne peut être réalisé que par du personnel de nationalité française, dans les conditions définies par le plan contractuel de sécurité.

### **III.1.5. Information about security clearance**

## **III.2. Conditions for participation**

### **III.2.1. Personal situation**

**Criteria regarding the personal situation of economic operators (that may lead to their exclusion) including requirements relating to enrolment on professional or trade registers**

List and brief description of conditions: 1/ PRÉSENTATION DES CANDIDATURES :

Les entreprises candidates doivent fournir à l'appui de leur candidature:

- le formulaire DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants) ou équivalent.
- le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ou équivalent.

Les formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

-la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ou dans une procédure étrangère équivalente.

- pour information, les attestations de régularité fiscales et sociales

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du CCP, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Il est interdit de cumuler les candidatures :

- en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements y compris en tant que mandataire ;

- en tant que membre d'un groupement et mandataire d'un autre.

Les entreprises nouvellement créées sont autorisées à présenter leur candidature. Si elles ne sont pas en mesure de produire certains des documents demandés dans le présent avis de marché, elles peuvent justifier de leurs capacités financières et professionnelles par d'autres moyens que ceux indiqués dans le présent avis et notamment par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables.

### **III.2.2. Economic and financial ability**

#### **Criteria regarding the economic and financial standing of economic operators (that may lead to their exclusion)**

List and brief description of conditions: Un dossier de présentation du candidat, et le cas échéant de chaque co-traitant, comprenant entre autres :

- Les caractéristiques de l'entreprise : statuts, forme juridique, composition du capital, principaux actionnaires, participations, représentants engageant l'entreprise, effectif total, dimensions, activités, organigramme ; un extrait-K-bis ou équivalent pour information ;
- Une attestation d'assurance civile et décennales en cours de validité pour le candidat et chaque co-traitant ;
- Le chiffre d'affaire global et le CA concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Les 3 derniers bilans et comptes de résultat des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
- Lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe.

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes renseignements et documents concernant son/ses sous-traitants. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce(s) sous-traitant(s) pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié.

La sous-traitance totale est interdite.

#### **Criteria regarding the economic and financial standing of subcontractors (that may lead to their rejection)**

List and brief description of conditions: Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions du code de la commande publique et des dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité. Le formulaire DC4 est à compléter pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant.

### **III.2.3. Technical and/or professional capacity**

#### **Criteria regarding the technical and/or professional ability of economic operators (that may lead to their exclusion)**

List and brief description of conditions:

La capacité technique et professionnelle des candidats sera évaluée selon les critères suivants :

- Capacité de maintenir et d'exploiter un contrôle d'accès de la partie terrain jusqu'au système d'information comprenant la partie applicative, la base de données, et l'ensemble des domaines techniques associés (cf : domaines listés dans la matrice de compétences)

-Capacité à assurer la maintenance (corrective, évolutive, préventive), le support technique et la formation.

L'atteinte de ces critères sera démontrée par les dossiers listés ci-après. Chaque entreprise candidate (le mandataire et chacun des co-traitants dans le cadre d'un groupement) devra présenter :

- Une plaquette de présentation de l'entreprise.
- Une description de l'organisation pressentie et du montage industriel (rôles et responsabilités de chacun), pour réaliser les prestations d'assistance objet du marché.
- Les ressources dont dispose l'entreprise afin de mener à bien le marché et ce, pour chaque domaine technique: organisation qualité, ressources mobilisables en base arrière, moyens humains en fonction des sites géographiques, profils types des intervenants pressentis (qualifications, niveau d'expérience, habilitations et diplômes, avec des CV non nominatifs types par domaine)
- La matrice de compétences renseignée,
- Un dossier précis et détaillé des références récentes (au cours des 5 dernières années) de l'entreprise, démontrant les compétences dans le domaine du contrôle d'accès et de la gestion des composants de sécurité du type DESFire, ainsi que dans le domaine de la supervision. Pour chaque référence, devront notamment être précisés : la nature du projet, la date, le lieu d'exécution, les références du client correspondant avec ses coordonnées postales et téléphoniques ainsi que celles de la personne en charge du projet, un descriptif précis des responsabilités exercées et des actions conduites par le candidat dans le projet. Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié.

Enfin, les candidats doivent avoir les certifications suivantes :

- Certifications à fournir : NEDAP AEOS (niveau minimum Advanced) : Paramétrage d'AEOS, Fonctions avancées AEOS, Administration logiciel AEOS, Configuration et intégration des solutions tierces dans AEOS (TRAKA), Formation à la maintenance, Technologie MiFare DESFire et encodage, Solution ANSSI niveau 1 : lecteurs transparents

**Criteria regarding the technical and/or professional ability of subcontractors (that may lead to their rejection)**

List and brief description of conditions:

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié.

#### **III.2.4. Information about reserved contracts**

#### **III.3. Conditions specific to services contracts**

##### **III.3.1. Information about a particular profession**

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

##### **III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract**

### **Section IV: Procedure**

---

#### **IV.1. Type of procedure**

##### **IV.1.1.**

## **Type of procedure**

Negotiated

### **IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited**

### **IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue**

### **IV.2. Award criteria**

#### **IV.2.1. Award criteria**

The most economically advantageous tender in terms of Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

#### **IV.2.2. Information about electronic auction**

An electronic auction has been used: no

### **IV.3. Administrative information**

#### **IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority**

B23-01082

#### **IV.3.2. Previous publication concerning this procedure**

no

#### **IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document**

#### **IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate**

18.9.2023 - 16:00

#### **IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates**

#### **IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted**

French.

## **Section VI: Complementary information**

---

### **VI.1. Information about recurrence**

This is a recurrent procurement: no

### **VI.2. Information about European Union funds**

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

### **VI.3. Additional information**

La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le code de la commande publique et les dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité.

1/ CONFIDENTIALITE ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

1.1 / Afin de protéger la confidentialité de certaines informations, certains documents de la consultation seront mis à disposition des seuls candidats admis à soumissionner.

1.2 / Documents DR :

Les documents de la consultation contiennent des informations sensibles et font l'objet d'une

mention particulière « Diffusion Restreinte », visant à garantir leur confidentialité. Afin de permettre l'envoi de ces documents (en phase offre) sous format informatique via la plateforme PLACE ou via support amovible (Clé USB), les candidats doivent retourner à l'appui de leur candidature le document « Engagement du Soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte - déclinaison en règles de sécurité informatique » dûment signé. Dans le cas contraire, les documents sensibles ne pourront pas faire l'objet d'un envoi électronique et seront adressés sous format papier uniquement par courrier suivant les dispositions de l'IGI 1300 du 9.08.2021.

1.3/ Le présent avis et l'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information DR sont à retirer sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

## 2/ REMISE DES CANDIDATURES

La candidature contiendra tous les éléments demandés dans le présent avis de marché. Tout dossier transmis incomplet pourra être écarté.

Les candidatures peuvent être remises soit par voie électronique, soit par courrier.

### 2.1/ Formalisme pour la remise de la candidature par voie électronique :

- a) Afin de répondre de façon électronique, les candidats doivent déposer leur candidature sur la plateforme de dématérialisation des marchés (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) en suivant les étapes décrites dans le guide d'utilisation en ligne (rubrique "aide").
- b) Le candidat doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines.
- c) Envoi par le candidat de plusieurs réponses électroniques à un même avis de marché : le candidat peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour un même avis de marché, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent avis de marché. Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue ; les envois précédents ne seront pas ouverts. En conséquence, le candidat prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis.

### 2.2/ Formalisme spécifique à la remise de candidature par courrier :

La candidature sera établie en 2 exemplaires (1 original et 1 copie) et un exemplaire sur clé USB sous double enveloppe cachetée.

L'enveloppe extérieure indique ;

CEA/DAM — Île-de-France

DCG/SAPI/BGI – bâtiment U

À l'attention de Kenza BOUFRAH

«B23-01082 / NE PAS OUVRIR»

Bruyères-le-Châtel / domaine du Rué

91 297 Arpajon Cedex,

L'enveloppe intérieure comporte la mention « B23-01082 » et la dénomination sociale du soumissionnaire.

La remise de cette double enveloppe se fait :

\*par courrier recommandé,

\*ou par envoi coursier, le pli doit être déposé à l'adresse indiquée ci-dessus (entre 9h et 16h à la réception du centre).

\*dans le respect de la date et heure de remise des candidatures (telles que définies au IV.3.4).

En cas de contradictions entre la version papier et la version électronique, la première prévaut, dans sa version originale

## VI.4. Procedures for review

### VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Paris  
Postal address: 7 rue de Jouy  
Town: Paris Cedex 04  
Postal code: 75181  
Country: France  
Telephone: +33 144594400  
Fax: +33 144594646

**Body responsible for mediation procedures**

Official name: I  
Town: I  
Country: France

**VI.4.2. Review procedure**

Precise information on deadline(s) for review procedures: Le référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché.

Le référé contractuel peut être introduit dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du Code de justice administrative.

Le recours en contestation de la validité du marché par un tiers peut être intenté dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées.

**VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained**

Official name: Greffe du Tribunal administratif de Paris  
Postal address: 7 rue de Jouy  
Town: Paris Cedex 04  
Postal code: 75181  
Country: France  
Telephone: +33 144594400  
Fax: +33 144594646

**VI.5. Date of dispatch of this notice**

21.7.2023